

# L'imbroglio politico-financier des fonds de Pyongyang gelés à Macao

samedi 31 mars 2007, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2007).

## SÉOUL ENVOYÉ SPÉCIAL

Pomme de discorde qui a fait capoter, le 22 mars à Pékin, les pourparlers sur la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), l'affaire des fonds nord-coréens gelés à la Banco Delta Asia (BDA) de Macao est un imbroglio politico-financier. Les analystes à Séoul estiment qu'il s'agit moins d'une question entre Pyongyang et Washington qu'entre les administrations américaines.

Daniel Glaser, secrétaire adjoint au Trésor pour les délits financiers et le terrorisme, est arrivé, dimanche 25 mars, à Pékin pour tenter de débloquent la situation paradoxale à l'origine de l'ajournement sine die des pourparlers à six (les deux Corées, la Chine, les Etats-Unis, le Japon et la Russie).

Washington a pris la décision politique de ne pas s'opposer au déblocage des fonds nord-coréens à la BDA sans pour autant en avoir « blanchi » l'origine. Ils restent donc « *suspects* » et aucune banque internationale ne veut les accepter - à commencer par la Banque de Chine, qui vient d'être cotée à la Bourse de Hongkong et qui argue de sa « transparence ».

Afin de satisfaire au préalable mis par Pyongyang à toute négociation sur sa dénucléarisation, Washington avait annoncé, le 19 mars, le déblocage des 24 millions de dollars (près de 20 millions d'euros) gelés à la suite de la mise à l'index de la BDA, accusée, en septembre 2005, par le Trésor de blanchiment d'argent pour le compte de Pyongyang.

Le négociateur américain, Christopher Hill, s'était engagé à régler cette question dans les trente jours à dater de la signature de l'accord du 13 février, intervenu dans le cadre des pourparlers à six. La semaine dernière à Pékin, les Nord-Coréens ont attendu un déblocage effectif des fonds pour entrer dans le vif de la négociation mais, pour des « *raisons techniques* », ce déblocage n'est pas intervenu et ils ont regagné Pyongyang.

Les « *raisons techniques* » évoquées par Washington tiennent à l'ambiguïté de la décision américaine d'autoriser le dégel des fonds nord-coréens. Les accusations portées en septembre 2005 à l'encontre la BDA s'inscrivaient dans une contre-offensive des néoconservateurs pour faire capoter le premier accord de dénucléarisation de la Corée du Nord qui venait d'être signé. Elle fut efficace : Pyongyang rompit les négociations. Au début de l'année, l'administration Bush décida de passer de l'étranglement du régime nord-coréen à la négociation. Mais il y avait cependant un « *prix* » politique à payer au retour de Pyongyang à la table de négociation : le dégel des comptes à la BDA.

## COMPROMIS BOITEUX

Appuyé par les néoconservateurs, le Trésor, qui estime avoir des preuves de malversations - sans les avoir jamais rendues publiques -, ne l'entendait cependant pas de cette oreille, commente une

source diplomatique à Séoul. Washington a élaboré à la hâte un compromis boiteux : les banques américaines ne sont toujours pas autorisées à traiter avec la BDA, mais les fonds pourront être dégelés avec « *l'assurance de la Corée du Nord que cet argent serait utilisé à des fins humanitaires* ».

Le Trésor interdisant aux banques américaines de traiter avec la BDA, les fonds nord-coréens restent suspects ; aucun organisme financier n'est prêt à accepter qu'ils transitent par ses livres au risque de paraître complice d'opérations peu claires. Et les 24 millions de dollars restent immobilisés à la BDA.

---

**P.-S.**

\* Article paru dans l'édition du 29.03.07.